

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS

The worldwide Transportation Network

4 ans

sur le terrain ...

tel/fax + 855 / 23. 72364

Ctc : Christophe LEFEBVRE

interview

Khieu Kanharith, Secrétaire d'Etat à l'Information le Congrès du PPC

Concernant les élections communales et législatives, nous sommes déterminés à respecter le calendrier. Il faut que le gouvernement et l'Assemblée nationale poussent un peu les choses. Mais si le temps manquait pour les élections locales, on pourrait commencer par certaines régions, comme Phnom Penh, et cela permettrait de tirer des leçons pour les autres régions. Pas besoin pour ces élections, comme c'est le cas pour les législatives, qu'elles aient lieu partout à la fois.

Pour la répartition des responsabilités au niveau des districts entre PPC et Funcinpec, on n'en parle plus. Si l'on applique scrupuleusement les accords de Paris, il n'est pas question de politiser la structure administrative, mais de la "neutraliser".

- Nous soutenons le système proportionnel. Nous pensons que le système majoritaire serait très difficilement accepté les autres partis. Comme le PPC a beaucoup plus de candidats que les autres partis, nous ne voulons pas qu'on nous accuse d'être un rouleau compresseur. Beaucoup de partis représentés à l'Assemblée Nationale, ce serait très bien. D'autre part notre politique de gouvernement de coalition fonctionnerait mieux.

- Nous sommes ouverts à toute alliance avec des mouvements démocratiques. Concernant *L'Alliance* du Funcinpec, nous n'avons pas

reçu de proposition officielle pour y entrer. Nous n'avons pas vu la charte.

De toutes façons nous devons considérer cela avec prudence, car il ne faudrait pas qu'avec le temps un groupe monopolise le pouvoir, comme avant 1970 le Sangkum Reastr Niyum, que le Cambodge se retrouve avec un parti unique *de facto*. Et puis s'il y avait un tel "front", qui en serait le président ? Il faudrait un co-Président ... Nous connaissons déjà ce système avec des co-Premiers ministres, des co-Ministres, etc ...

- Nous pensons que la politique de coalition reste nécessaire pour la 2^{ème}, peut-être la 3^{ème} législature, car la paix reste fragile, la méfiance mutuelle existe. Seul le fait de travailler ensemble peut vaincre cette barrière.

- Mais alors, comment répartir les responsabilités, les postes ministériels, après les élections législatives ? Il faudra tenir compte non seulement de la proportionnalité, mais aussi des personnalités, de la respectabilité, de la compétence.

- Notre attitude vis à vis des Khmers rouges ? Il y a deux niveaux. D'abord nous acceptons joyeusement le retour de tous ces gens-là. C'est la fin d'une guerre fratricide, et c'est le début d'un développement du pays dans la paix.

Concernant d'autre part la légalité : c'est la Convention in-

ternationale qui s'applique. Nous n'oublions pas, il ne s'agit pas d'effacer l'histoire. Il serait même peut-être souhaitable d'engager dans l'avenir des procédures judiciaires contre certains ... Mais l'essentiel n'est pas de faire tomber des têtes, c'est de comprendre qu'on ne peut pas prendre prétexte d'une certaine idéologie, d'une obéissance à certaines institutions pour tuer ses semblables. Il faut éviter que l'histoire se répète.

leng Sary ? Gracié par le Roi, il jouit de tous ses droits politiques. Mais pratiquement, il est assez intelligent pour savoir que son nom est entaché à jamais. Il peut agir derrière le rideau, mais non prendre la tête d'un parti.

- Nous soutenons l'économie de marché, en tenant compte de la valeur humaine, avec comme priorités le développement rural, la réduction de l'écart entre riches et pauvres et entre villes et campagnes. Concernant le conflit du textile : les deux compagnies qui ont eu le plus de problèmes sont celles qui sponsorisent le plus le Funcinpec. Ces compagnies n'acceptaient pas que nos inspecteurs du Travail entrent dans les usines, disant que c'était l'affaire de Pou Sothirak (*le ministre Funcinpec de l'Industrie ndlr*). On nous aurait vite accusés de fomenter des querelles politiques alors que la situation était déjà tendue ...

- La tension entre PPC et Funcinpec ? Il faut la resituer

dans un plan pré-établi. Campagne pour donner tous les pouvoirs au Roi; scission du parti; provocations et menaces de se retirer, provocations militaires ..., une série d'épisodes -que les médias dans l'ensemble n'ont pas su relier. De ce fait il y a eu des déclarations non pas irresponsables, mais disons prématurées. Et pour s'en sortir, on déclenche une crise politique. Au PPC, on pratique plutôt le "brain storming" avant de s'engager.

L'essentiel, c'est qu'on veut provoquer le PPC dans une confrontation, sans envergure, pour l'amener à un compromis politique, à un partage du pouvoir à 50/50; le but suprême étant de donner le pouvoir au Roi, l'amener à accepter le pouvoir. Notre politique : rester calmes, ne rien répondre.

- Une querelle au sein du PPC ? (*actuellement, le bruit court que Hun Sen est critiqué comme un "va-t-en guerre", qu'il est arrivé à son plafond, que Sar Kheng est l'homme qui monte, que Hun Sen pourrait se trouver écarté honorablement, par exemple en faisant un séjour prolongé aux Etats-Unis, ndlr*). Avez-vous jamais vu un opéra avec un seul acteur ? Nous avons beaucoup de voix au PPC. Mais sans coordination, sans solidarité, le PPC n'existerait plus.

Chez nous un Congrès dure quatre jours de vraies discussions. Et ensuite on continue à analyser, à examiner les critiques, à étudier, on réfléchit.

(suite page 5)

à l'intérieur

Khieu Kanharith : le Congrès du PPC
Budget et Finances S.E Keat Chhon
Recherche pétrolière
Tourisme

pp. 1 - 8
pp. 2 - 3 - 4
p. 5
p. 5

Hévéaculture p. 6 - 7
Livres p. 8

FINANCES PUBLIQUES

Un appel solennel aux "mutations profondes"

"Compter sur nous-mêmes, rompre avec le laxisme dans la gestion de nos affaires" : c'est l'appel qu'a lancé avec une certaine solennité le ministre de l' Economie et des Finances Keat Chhon le 30 décembre, introduisant à l'Assemblée Nationale le débat sur le projet de Loi de Finances pour 1997.

On aurait tort de prendre ces propos pour "traditionnels" ou "convenus". Il est clair au contraire que le Cambodge se trouve devant des choix fondamentaux :
- ou bien le gouvernement prend ses affaires en mains de façon responsable, met de l'ordre dans ses finances, et prend ainsi le chemin de l'indépendance,
- ou bien il poursuit ses errements actuels, et la communauté internationale le laissera tomber. Déri-

le budget 1997

- la croissance en 1997 devrait atteindre 6,4 % après 6,0 en 1996, 7,6 % en 1995, 4,0 en 1994, 4,1 % en 1993.
- l'inflation devrait revenir à 5 % en 1997, après 7 % en 1996 et 1995.
- la monnaie devrait rester stable à 2 600 / 2 700 riels pour 1 dollar comme en 1996.
- les réserves de change, 2,1 mois d'importations en 1996 devraient passer à 2,7 mois en 1997 (271 millions US\$, y compris un apport éventuel du FMI de 41 millions US\$)
- les recettes courantes doivent atteindre 9,57 % du PIB, dont 7,28 % de recettes fiscales;
- le prélèvement fiscal passera de 8,93 % du PIB en 1995 à 8,97 % estimés en 1996, 9,69 prévus pour 1997 et 12 % minimum en 2000.

soires, suicidaires, apparaîtront alors truquages financiers et querelles entre clans politiques. Tout le monde aura perdu.

taux de dépendance : 80,7 %

En matière de finances publiques, un fait fondamental : pour les quatre années 1993-1996, le déficit courant brut cumulé a atteint

1 417 millions de dollars.

Ce déficit a été financé par deux catégories d'aide extérieure : des dons, et des prêts concessionnels, pour un total de 1 144 millions de dollars.

C'est à dire que le **taux de financement extérieur est de 80,7 %**.

Il faut évidemment que le Cambodge s'efforce de diminuer ce taux de dépendance et mobilise ses ressources propres.

Pour accroître les moyens de développement propres du Cambodge, l'effort national doit porter sur deux domaines essentiels a :
- l'investissement privé direct et
- la mobilisation des ressources publiques.

les grandes orientations

Pour les investissements privés directs, l'évolution est apparemment rapide : 80 millions de dollars agréés en 1994, 171 millions en 1996. Mais il faut améliorer les résultats "au moins à quatre niveaux"

- il faut privilégier l'investissement mixte khmer-étranger qui apporte aux nationaux la connaissance de la gestion, de la technologie, des

marchés.

- il faut donner la préférence aux projets "créateurs de biens et de services réels", et non à "l'affairisme et au gain facile et rapide". Les deux tiers des agréments accordés sont des projets manufacturiers concentrés sur la branche textile-confection, où "la valeur nationale ajoutée reste

Le ministre des Finances lance un appel à la rigueur Sera-t' il mieux entendu que son prédécesseur Sam Rainsy ?

limitée aux salaires qui sont encore de faible montant. L'orientation doit être plus décisive vers les investissements entraînants tels que les industries électriques et mécaniques, l'électronique (...)

pour améliorer la part du Cambodge dans les plus-values générées par les investissements privés (...)

Il faut soutenir une politique d'industrialisation par substitution aux importations (...)

Cela suppose une meilleure adéquation entre le système éducatif et de formation, et l'emploi : "des centaines d'étudiants sortis des universités et des établissements de formation affluent vers la fonction publique comme vers un refuge (...)

ce n'est qu'un début

Sam Rainsy a été habile en prenant au bon moment la défense des travailleurs de la Confection et en aidant à l'apparition d'un mouvement syndical. Il a acquis pour son PNK une réputation de défenseur des faibles et une meilleure audience populaire.

La partie pourtant ne fait que commencer. A l'occasion des élections des délégués du personnel dans chaque entreprise,

loi sur le change, organisation judiciaire, organisation bancaire ..."

Et le Ministre ajoute benoîtement : "une programmation plus rigoureuse nous amènerait sans nul doute, dans ce domaine comme dans l'ensemble des secteurs de l'activité nationale à un état de Droit ..."

- il faut enfin un suivi de l'investissement systématique et rigoureux par le CIB. Non un "contrôle tatillon et tracassier", mais que les pouvoirs publics s'assurent "pour chaque projet que le capital investi, le montant de l'investissement, les exonérations de taxes, les emplois créés, les exportations réalisées ... sont bien réels et conformes aux conditions de l'agrément (...)

La vigilance sera accrue dans le suivi des exonérations de droits et taxes ...". C'est dire en somme que le montant réel des investissements privés ne correspond peut-être que de loin au montant des investissements agréés. Et que les exonérations peuvent être la source de bien des fraudes...

la maîtrise du budget

Le déficit du budget courant de 1,19 - 1,34 % pour 1994-1995 doit s'amoinrir en 1996 et disparaître en 1997 : "le budget 1997 est appelé à dégager un excédent de 0,16 % du PIB". Cela impose un net accroissement des recettes en capital, fiscales et douanières (sur le détail des prévisions de recettes voir CN n° 63) et une limitation des dépenses. Il s'agit là d'un impératif si l'on ne veut pas "renouer avec le dévergondage monétaire (appel à la "planche à billets") et la spirale inflationniste".

C'est ici que l'on peut être inquiet.

le PPC va vouloir rattraper son retard sur le PNK. Il recherche actuellement des ouvriers qui soient de son bord pour les aider à se faire élire.

Ensuite viendront sans doute les rivalités entre syndicats soutenus par l'un ou l'autre des partis politiques.

le salaire ... et l'ambiance

Reflexion d'un observateur cambodgien : les patrons disent que les ouvrières cambodgiennes tra-

A PROPOS ...**FUN**

Le Front Uni National doit en principe regrouper, en vue des élections, le Funcinpec, le PNK de Sam Rainsy, le BLDP-Son Sann le DNUM, mouvement ex-khmers rouges fondé par Ieng Sary, ... Le PNK entend conserver ses principes et son indépendance

coalition oui
bi-céphalisme non

KEAT CHHON : BUDGET et FINANCES

En 1996, les recettes fiscales ont été de 11,3 % inférieures aux prévisions. L'objectif pour 1997 est que les recettes courantes soient de 27,6 % plus élevées qu'en 1996. La pression fiscale reste pourtant plus faible même qu'elle ne l'est au Myanmar, au Laos, au Népal, moitié de ce qu'elle est au Vietnam. Les recettes budgétaires intérieures, 8,97 % du GDP en 1997, et 9,69 % prévus en 1997, croissent à un rythme qui rend *"irréaliste la volonté politique tant de fois exprimée de consacrer 25 % du budget à l'Education et à la Santé en l'an 2000"* reconnaît la loi de Finances pour 1997.

mutations profondes

A la nécessité absolue d'augmenter les recettes, le ministre ajoute une dénonciation extrêmement vigoureuse de "ce qui ne va pas", qu'il accompagne de projets de lois destinés à contrôler et sanctionner les dérapages.

Il insiste sur la nécessité de *"mutations profondes dans nos conceptions et nos méthodes d'action, ici à l'Assemblée nationale, dans le gouvernement et l'Administration, dans les entreprises publiques et privées, dans les ménages, partout dans le pays ..."*.

qu'est-ce qui ne va pas ?

bonne tenue du Riel

La situation est saine dans l'ensemble, dit-on à la Banque Nationale du Cambodge :

- *le PIB a augmenté d'environ 6 % en termes réels (compte tenu de l'inflation etc ...). Ce n'est d'ailleurs pas encore un taux suffisant, parce qu'avec une croissance démographique forte, il ne permet guère d'amélioration du niveau de vie moyen;*

- *l'inflation est en gros maîtrisée, avec une hausse des prix en 1996 de 7 % environ;*

Côté recettes : mauvaise mobilisation des recettes non fiscales. Il faut une exploitation "raisonnable" des ressources naturelles : pêcheries, forêts, hêvéaculture; et *"une collecte accrue et plus responsable des produits budgétaires : locations d'entreprises, droits de concession, redevances de télécommunications, droits d'usage du domaine public Ces ressources propres du Cambodge, mieux suivies, mieux recouvrées et domiciliées régulièrement au Trésor National"*

permettraient au Budget de répondre valablement aux besoins du pays et de ses populations.

" C'est le sens de l'Etat qui doit nous animer ici. Ce sens de l'Etat est fait d'une vision

clairvoyante de l'intérêt supérieur du pays (...), il s'appuie sur une gestion publique responsable, rigoureuse, transparente et vigilante".

• *gestion laxiste des affaires publiques : "(...) la préparation du Budget pour 1997 a con-*

firmé l'absence de rigueur et de discipline (...), nombre de dérapages (...), laxisme dans la gestion (...)". Voici le détail de ce désastreux état des lieux :

- *"absence de véritable programmation, d'un choix entre les priorités"*;

- *"prolifération des effectifs du secteur public"*. 1995 : 143 855; 1997 : 153 372.

- *"manque de rigueur dans l'application de la législation fiscale, multiplication des exonérations occultes, absence de sens civique des contribuables"*.

- les recettes non-fiscales "font souvent l'objet d'une utilisation en marge du Trésor national".

- *"au niveau de l'exécution des dépenses publiques c'est la mise en échec des procédures régulières de gestion"*.

tribunaux

Les termes employés par le ministre pour décrire la situation, comme "exonérations occultes", recettes fiscales utilisées "en marge du Trésor national" sont d'une extrême gravité.

Pour bien marquer le sérieux de

**malversations,
détournements de
fonds, corruption
il y aura contrôles
tribunaux
et sanctions
pénales**

de la confiance dans le riel (on épargne davantage en riels, sans les transformer en dollars);

- *les réserves nettes (compte tenu de la dette) équivalent à quelques mois d'importation et sont satisfaisantes.*

l'avertissement du FMI

La retenue décidée par le FMI n'a pas eu de conséquences sensibles, mais a sérieusement alerté la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement ... et les Etats qui aident

son propos, la nécessité d'établir des responsabilités, de donner un coup d'arrêt aux errements, le ministère des Finances introduira en 1997 trois projets de loi, créant :

- **un organisme d'audit** qui aura une "mission de surveillance générale sur les gestionnaires des finances publiques (...)"

- **une Cour de Discipline budgétaire** "qui aura pour compétence de juger les auteurs des fautes de gestion ou les infractions commises aux dépens des finances publiques"

- le troisième projet "définira les actes de détournement de fonds publics, de malversation et de corruption et prévoira les sanctions pénales à infliger à leurs auteurs"

On ne peut que saluer le bon sens et la vigueur de ces projets. Ils devraient supprimer la sorte d'impunité qui protège les hauts responsables de l'administration puisque, pour qu'ils puissent être sujets à une enquête, il faut que le ministre de la Justice en demande l'autorisation à leurs supérieurs (art. 51 de la loi sur la Fonction publique).

Introduire la rigueur dans les finances de l'Etat, donner un coup d'arrêt aux pratiques actuelles, c'est d'une évidente nécessité.

(suite page 4)

le Cambodge. Une mission du FMI vient à Phnom Penh en février.

épargne insuffisante

Le point faible est la très nette insuffisance de l'épargne, tant privée que publique : environ 6 % du PIB alors qu'il faudrait 20 % pour assurer les investissements. Il faut donc recourir à l'extérieur pour des dons ou pour des prêts, ce qui maintient le Cambodge dans une dépendance presque totale vis-à-vis de l'extérieur.

tourisme

Novembre et décembre ont été médiocres, disent les professionnels de Siem Reap, en baisse de 20 à 30 %, à cause des rumeurs de conflits armés qui ont circulé notamment lors de la rentrée supposée au Cambodge de Norodom Sirivudh. Mais il y a bonne reprise en janvier. Les moyens d'hébergement sont proches de la saturation chaque fin de semaine

(suite page 4)

A PROPOS ...

vaillent très lentement, s'absentent souvent, que les rendements sont très éloignés de ce qu'ils sont en Chine (*interview du président des industries textiles Van Sou leng, CN n° 64*). Peut-être, mais, quand on connaît les Cambodgiens, on sait qu'ils sont très sensibles à l'environnement, à l'ambiance. S'ils ont du respect pour leur chef, si ce chef les respecte, on peut tout leur deman-

der. Mais les patrons de la confection font tout le contraire. Le mauvais salaire n'est pas le plus grave, c'est avant tout le mépris que les ouvriers cambodgiens ne peuvent pas supporter. Qu'il y ait une bonne ambiance, et les rendements augmenteront.

Institut de Technologie

La deuxième Convention de financement de l'ITC, d'un montant de 13 millions de FF (environ 2,5 mio de dollars) a été signée

le 21 janvier par S.E Ung Huot, Ministre des Affaires Etrangères et S.E. Gildas Le Lidec, Ambassadeur de France. Elle constitue la première tranche d'une subvention globale de 37 millions de FF (environ 7 mio de dollars). Depuis 1993, début du projet confié à l'opérateur francophone multilatéral AUP ELF-UREF, l'ITC, qui forme des techniciens supérieurs et des ingénieurs, aura reçu 53 millions de FF.

(suite de la page)

Mais on peut être sceptique. Si le système de contrôle et de sanctions que le ministre des Finances envisage existait, n'y aurait-il pas des ministres en prison ?

Un dispositif juridique entièrement indépendant du pouvoir politique et assez fort pour sanctionner de hauts responsables, est-ce bien crédible ? Surtout en période électorale ... A moins justement qu'il ne devienne un nouveau terrain d'affrontements. à huis clos ?

tenu à la gorge

Ces hypothèses mises à part, beaucoup plus réel est le risque de voir le FMI, qui en banquier attentif surveille l'orthodoxie des finances publiques, user de ses moyens de coercition : fermer un peu plus le robinet des finances comme il a commencé à le faire. C'est l'arme absolue puisque, comme le souligne le ministre, "si les équilibres macro-financiers ont pu être assurés, rapidement, depuis la fin de 1993, c'est essentiellement grâce aux ressources extérieures sous forme

de support budgétaire et d'aide-projets représentant 43 à 45 % de la totalité des dépenses budgétaires".

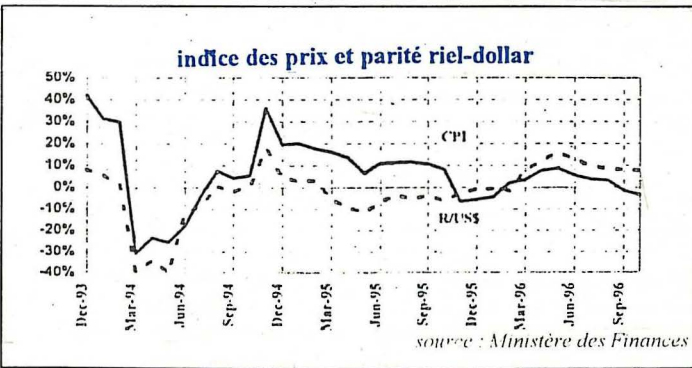
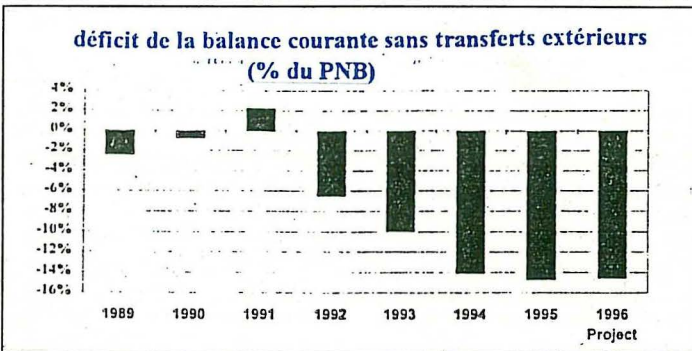
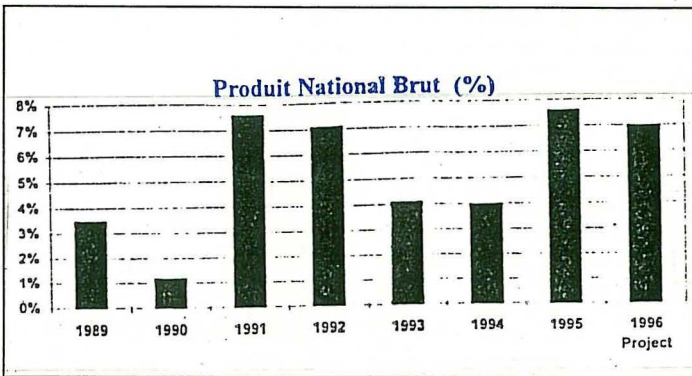
La position du gouvernement est d'autant moins confortable que les ressources propres, impôts et douanes, rentrant mal, le Trésor a des difficultés à payer les fonctionnaires. Quant aux ressources occultes (bois et autres) elles sont de plus en plus difficiles à dissimuler.

La réalité, c'est que les bailleurs de fonds tiennent le Cambodge à la gorge. Il n'est évidemment pas dans leur intention d'étrangler le malade, bien au contraire. Mais du moins il leur est facile de faire bien comprendre à quelles conditions ils acceptent de l'aider : si

les dérapages, le laxisme, les budgets occultes ont pu être tolérés dans une première phase, cette phase-là doit s'achever.

Dans cet esprit en 1997 est mis fin à l'aide budgétaire "non affectée", qui servait justement à colmater des brèches, à compenser des "dérapages". Restent "l'aide-projet", gérée par les bailleurs de fonds eux-mêmes, et "l'aide budgétaire affectée" (entrant dans des programmes agréés par eux) La zone opaque des finances cambodgiennes ne disparaît certes pas, mais elle se réduit quelque peu.

Voir "Finances, Budget et tracas"; (CN 60) "Accroître les recettes" (n° 64), "Budget 1996, où en est-on ?" (n° 57).



crédit bancaire

Les crédits consentis par les banques commerciales au secteur privé étaient en octobre en augmentation de 5.8 % par rapport à septembre, atteignant 419,6 milliards de riels.

répartition de ces crédits

- services et consommation personnelle : 99,5 mia de riels;

- commerce gros et détail : 75,8
- export : 75,2 (+ 47,4)
- manufacture : 57,4
- import : 41,5
- agriculture : 24,4
- immobilier : 16,3
- construction : 14,4
- finance : 12,3
- autres : 2,3

source : Banque Nationale

principales exportations

9 mois 1996, en mio \$

| | |
|-----------------------|--------|
| produits "GSP" | 67,27 |
| bois sciés | 61,21 |
| bois en grumes | 35,9 |
| caoutchouc (20 844 t) | 20,67 |
| produits de la pêche | 2,44 |
| réexportations | 238,85 |

(source : Revue d'Economie et de Statistiques de la Banque Nationale du Cambodge, novembre 1996. Les chiffres donnés en millions de riels ont été divisés par 2 700).

Commentaire : ces chiffres, très sous-estimés à l'évidence en ce qui concerne le caoutchouc (production 1996 au moins 40 000t, voir pp. 6-7, avec une consommation locale très faible), le bois, les produits de la pêche, montrent cependant :

- la très grande importance des ré-exportations;
- celle des exportations bénéficiant

du GSP, qui ont doublé du 1er au 3ème trimestre, passant en tête;

- les faiblesses des exportations cambodgiennes en général : non seulement la liste est courte, mais : - celles de bois en grumes devraient cesser; - et les revenus pour l'Etat, compte tenu des exemptions officielles de taxes, des dérogations occultes et des exportations en contrebande, sont très faibles. Bois, caoutchouc, produits de la pêche, cigarettes, pierres précieuses, ... échappent largement, ou totalement, aux contrôles et aux taxes.

Pourtant, les droits de douane représentent plus de 70 % des revenus fiscaux de l'Etat. Avant d'adhérer à la zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA), qui aura pour effet de diminuer ces revenus (diminution des droits sur les importations), il faudra mettre de l'ordre dans le système douanier comme dans le système fiscal.

A PROPOS ...

transport maritime

Affluence de compagnies de transport maritime à Phnom Penh. Aux anciennes, soit en propre soit représentées, Maersk/MCC en partenariat avec Mitsui, Ned Lloyd, Delmas-Vieljeux et CGM françaises, comme CMA (Cie Maritime d'Affrètement, de Marseille, qui vient de racheter CGM), des petites comme Thong Son chinoise, ... viennent s'ajouter :

Cosco Line (chinoise), Hapag Lloyd (hollandaise), Choyang Line (coréenne, qui aura un agent dans les bureaux de Danzas Cambodia), Hanjin (coréenne), NOL (Singapour), PLO (anglaise, qui fusionne avec Ned Lloyd), ... et des compagnies qui font le trafic intra-Asie comme RCL, DZ Shipping (Singapour) qui ouvrent des lignes Singapour-Sihanoukville. Comme le nombre des containers à transporter n'augmente pas

à proportion, les prix chutent, d'autant plus que des compagnies comme Cosco Line et Choyang Line ne sont pas "conventionnées", et donc se donnent le droit de "casser les prix". Résultat : le coût du transport d'un container entre Singapour et Phnom Penh, qui était de 800 à 1000 dollars il y a 6 mois, peut atteindre 700 \$ actuellement. Sur le trajet Sihanoukville-Le Havre, les prix sont passés pour un container de 20 pieds de

2000/2200 \$ à 1 800.

Très rentables jusqu'à présent, les tarifs le sont nettement moins aujourd'hui, et il pourrait y avoir "de la casse" parmi les transporteurs maritimes.

Hanoï : sommet francophone

Le 7ème "Sommet francophone" qui aura lieu à Hanoï en novembre 1997 aura pour thème "L'enseignement du et en français". La réunion ministérielle

(suite page 8)

Khieu Kanharith

(suite de la page 1)

On ne peut pas parler d'une tendance Hun Sen et d'une tendance Sar Kheng. Plutôt d'extrémistes qui seraient partisans d'écraser immédiatement le Funcinpec, par confrontation directe, sans laisser trainer les choses. La majorité heureusement pense qu'il ne faut pas de confrontation armée, mais celle des idées, répondre de façon subtile, ce qui demande une extrême maturité politique.

Comme à l'opéra, **on a parfois besoin d'une grande voix, que Hun Sen crie haut et fort, pour réfréner les autres, pour éviter que les choses ne deviennent réalité.** Il n'y a donc pas de fracture au PPC. Evidemment, il y a des discussions, comme dans chaque parti ! Mais Hun Sen partant aux Etats-Unis ... laissons les gens à leur imagination.

Oui, nous sommes confiants pour les élections. Mais pas trop, cela peut conduire au relâchement. Et il reste deux ans avant les élections. **Nous pensons que le prestige et la victoire du PPC ne dépendent pas de la ligne politique, mais de la personnalité des membres du parti.** Le problème est que parfois à l'échelon local des représentants du parti se conduisent comme des bureaucrates. Cela peut arriver aussi à des responsables à Phnom Penh ...

Nous devons réadapter notre structure, changer notre style de travail, rendre l'organisation plus sensible aux pulsations sociales.

Ce système d'adaptabilité existe depuis 1979. Le PCC ne comptait alors qu'une centaine de membres ! Maintenant le PPC a besoin de nouveaux membres. La majorité de ces nouveaux membres sont des intellectuels, des techniciens, des technocrates, formés à la manière occidentale. Pour diriger le pays, le parti doit faire des compromis avec tous ces gens.

Et puis nous n'avons pas fait de "héros nationaux" comme dans d'autres pays. Depuis 1979 nous avons l'habitude de travailler, de discuter d'égal à égal.

Former une alliance avec d'autres partis ? Ce serait plutôt une coopération. L'essentiel pour nous c'est d'abord éviter qu'il y ait des heurts, des conflits, des insultes pendant la campagne électorale; **il faut s'attendre à travailler ensemble.**

la recherche pétrolière le tourisme

Huit forages ont été réalisés dans les eaux cambodgiennes, par trois compagnies, depuis que la recherche pétrolière a été reprise en 1991.

Résultats décevants jusqu'à présent. Des traces d'hydrocarbures et de gaz ont été découverts dans trois puits, mais en faibles quantités, loin d'être commercialisables.

S'ouvre ainsi une période de pause et de réflexion.

Enterprise Oil, après 4 forages dans ses deux blocs off-shore (1 et 2), dont 3 en 1996 (CN n° 60 et 52), et plus de 55 millions de dollars dépensés, arrête sa campagne de forages jugée "décevante" (le dernier puits a rencontré des roches contenant des hydrocarbures sur 14 mètres d'épaisseur et non 35 à 60 comme espéré), et se donne une année d'études et de réflexions. Cependant *Enterprise* estime très positives les conditions dans lesquelles elle a pu travailler à partir du Cambodge, et maintient sa présence à Phnom Penh (environ 30 personnes après un maximum de 40).

Premier Oil, qui avait fait une découverte intéressante dans son bloc 4, devrait décider début février de forer, ou non, un deuxième puits, nous dit son directeur Jeremy Martins. Mais son départ du Cambodge semble probable. Selon la Direction de l'Energie du ministère de l'Industrie, son successeur serait la compagnie japonaise *Idemitsu* (qui déjà a un tiers des parts de *Premier*).

Campex, filiale de la compagnie japonaise *Japex*, qui a foré trois puits dans son bloc 3, et trouvé du pétrole dans le dernier, mais non commercialisable, attend des instructions de Tokyo dans un délai avoisinant 2 mois, nous dit le directeur de *Campex* Yoshiro Sasaki.

Les blocs off-shore 5, 6 et 7 proches des côtes ne sont toujours pas attribués, faute de candidats.

La zone contestée entre Cambodge et Thaïlande (CN 52) en revanche suscite un intérêt accru : elle jouxte le bassin *Pattani* (7 trillions de m3 de gaz), exploité par la Thaïlande. 14 compa-

nies, dont *Enterprise* pour son compte propre (sans ses associés *Total* et *British Gas*), *Campex*, *BHP*, *Esso*, ... se sont portées candidates. Des licences "conditionnelles" ont été accordées mais aucune licence véritable. Aucun forage ne peut être entrepris. Les négociations avec la Thaïlande semblent au point mort.

Exploration et exploitation en joint venture seraient en principe possibles entre compagnies

le point sur ...

pétrolières opérant dans la zone contestée, sans attendre qu'un accord politique délimite les eaux territoriales respectives. On pourrait imaginer un accord ne portant que sur l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures, excluant même la pêche.

Il existe un tel accord entre la Thaïlande et la Malaisie pour une zone déjà située dans le Golfe de Thaïlande. Les négociations, dans ce cas précis, ont duré 16 ans ! Mais selon les spécialistes, un accord entre Cambodge et Thaïlande pourrait ne demander que 2 ans, s'il y avait une volonté claire de part et d'autre.

Pour la zone on-shore, les rumeurs concernant une étude sismique du sous-sol du Tonle Sap à partir des routes 5 et 6 sont sans fondements, nous dit M. Mak Ngorn Ly, directeur du département Géologie au ministère de l'Industrie et de l'Energie et des Mines.

En revanche une étude magnétique et gravimétrique, à partir d'un avion, est prévue par la *Japan National Oil Corporation (JNOC)* à titre d'aide au gouvernement cambodgien. Elle concernera le bassin du Tonle Sap et le bassin du Mékong (régions de Prey Veng). Les résultats, dans environ 6 mois, pourront être vendus du Gouvernement à des compagnies qui voudraient effectuer des études sismiques plus poussées.

"*Nous manquons encore d'une bonne connaissance du sous-sol du Cambodge*, observe M. Mak Ngorn Ly. *Il faut d'abord effectuer des études de base*".

Le nombre d'arrivées à Pochentong en 1996, 260 000, a été de 18,6 % supérieur à celui de 1995 (219 000), confirmant les estimations précédentes (CN 63).

répartition par nationalités

| | | |
|---------------|--------|---------|
| Taiwanais | 35 329 | + 56,6% |
| Japonais | 33 039 | + 52,8% |
| Français | 23 333 | + 20,0% |
| Malaisiens | 22 776 | + 97,1% |
| Chinois | 22 029 | - 3,7% |
| Américains | 21 967 | + 23,1% |
| Singapouriens | 14 045 | + 53,4% |
| Thaïlandais | 16 215 | + 19,3% |
| Britanniques | 9 306 | + 60,2% |
| Australiens | 7 508 | + 13,2% |
| Allemands | 5 488 | + 56,8% |
| Canadiens | 5 143 | + 39,3% |
| Suisses | 2 970 | + 62,1% |
| Italiens | 2 968 | + 64,0% |

total 260 489 + 18,6%

Sur ces arrivées, **combien de touristes ?** Au total, environ 50 % des visiteurs vont visiter Angkor.

Pour les Japonais, Français et Américains la proportion est d'environ 90 %. Environ 60 à 80 % des touristes y vont par avion, 10 à 20 % par bateau.

La proportion des touristes est nettement plus faible chez les visiteurs d'origine asiatique non Japonais : Taiwanais, Malaisiens, Chinois, ... qui sont le plus souvent des petits commerçants ou des hommes d'affaires.

En 1997, le nombre des visiteurs devrait avoisiner 310 000, selon les estimations du département Planification du ministère du Tourisme, soit un accroissement de 20 %.

Ces bons résultats ne doivent pas faire oublier que le Cambodge est encore très loin derrière ses voisins, Thaïlande évidemment mais aussi Vietnam : 1,3 million de visiteurs en 1995 et 1,7 million en 1996; et même Laos : 346 000 visiteurs en 1995 et 230 200 pour le seul premier semestre de 1996.

Quant aux moyens d'hébergement, ils sont en rapide augmentation :

- à *Phnom Penh*, le nombre des chambres doit passer de 4 000 actuellement à 6 000 en 2000.
- à *Siem Reap*, de 697 actuellement à 1700 environ en 2000.
- à *Sihanoukville* de 808 actuellement à 2 300 environ en 2000.

HEVEACULTURE

La production de caoutchouc est en net progrès. Les surfaces plantées ont plus que doublé en 1996. Avec les ventes de caoutchouc et les recettes de l'abattage, les plantations pourraient - elles donc se passer des investisseurs étrangers ? Le directeur de la DGPH explique la situation de la filière hévéaculture.

Au cours de 1996, la production de caoutchouc a atteint 40 000 tonnes environ. C'est le meilleur résultat obtenu depuis 1980.

Et cela, sans sur-exploiter les arbres, souligne M. Teng Lao, directeur de la DGPH, Direction Générale des Plantations d'Hévéas, pour répondre à certaines critiques (CN n° 54 : "Hévéaculture : vers l'auto-destruction ?").

réels progrès : pourquoi ?

Ces bons résultats ont trois causes :

- depuis qu'en avril 1994 un sous-décret a donné aux plantations le droit de gérer elles-mêmes leurs recettes et leurs dépenses (alors que dans le système précédent, c'est l'Etat qui décidait de tout), elles ont nettement augmenté les salaires, et un système de récompense à la quantité et à la qualité stimule les ouvriers : ils peuvent atteindre un coefficient de salaire 120 et jusqu'à 140.

- Il y a aussi plus d'assiduité ; les jours normalement chômés, les dimanches, sont payés davantage, et au total les rendements sont bien meilleurs.

- Selon les compagnies, à Chup notamment, les saigneurs peuvent atteindre un salaire de presque 100 dollars par mois.

- A cela s'ajoutent des rations de riz selon la famille et l'âge des enfants, des écoles primaires dans tous les villages, une infirmerie sur chaque plantation et des centres de santé.

- Il y a de même de réels progrès

dans la gestion, les vols ont diminué, et on obtient un meilleur rendement des arbres.

- une autre raison, c'est l'amélioration des méthodes de saignée. On abandonné les doubles spirales et les spirales complètes, on ne saigne plus qu'un quart ou une 1/2 spirale, mais on stimule. Ainsi, on économise le "capital écorce", et en même temps, comme chaque saigneur passe moins de temps sur chaque saignée, il peut augmenter le nombre de ses tâches (nombre d'arbres saignés).

- un troisième facteur, c'est que certaines plantations sont restées longtemps sous-exploitées, notamment celle de Snoul où, faute de moyens, on avait laissé plusieurs lots non-exploités. On a récupéré 3000 ha. Le potentiel d'écorce y est plus élevé que dans les autres plantations : la production de Snoul, 1200 à 1500 tonnes par an avant 1994 a atteint 3000 tonnes en 1996. Et cela sans aucune sur-exploitation.

replantations ...

Les compagnies s'efforcent depuis des années de reconstituer les anciennes plantations, sur les terrains "libres", c'est à dire où les arbres ont été détruits par les bombardements, abattus depuis Pol Pot, abandonnés, etc ... les plantations de Chup, Krek, Memot, Chamkar Andong. Surtout Krek, où le programme est presque fini, avec plus de 1000 ha en 3 ans, et Chup. Restent Boeng Ket et Snoul où seulement de petites surfaces ont été replantées. Mais depuis

1986, 6 à 7000 ha au total ont été récupérés.

Cette reconstitution des anciennes plantations et les programmes d'abattage et de replantation font qu'il n'y a pas à craindre de baisse de la production au cours des prochaines années.

et abattages ...

Ce sont les recettes des abattages qui financeront les replantations.

On commence en 1996 un plan d'abattage de 10 ans. En même temps, on prépare les terrains et les pépinières pour replanter les surfaces abattues.

Pour cette première année, les recettes d'abattage sont encore peu élevées, car les superficies, et les densités sont faibles : dans les années 20 à 30, on plantait moins de 300 arbres à l'ha, et il y a eu depuis beaucoup de pertes (restent parfois 100 arbres/ha). En 1996, un peu plus de 700 ha ont été abattus.

Actuellement donc les recettes de l'abattage ne couvrent pas les frais de toutes les dépenses d'entretien et de replantation. Mais elles vont augmenter, et on peut affirmer qu'il n'y aura pas d'insuffisance de crédits pour l'entretien et la replantation.

Les recettes de l'abattage restent à la DGPH, explique M. Teng Lao, pour être consacrées à la replantation. Le gouvernement craint que si ces recettes allaient dans le budget, elles ne seraient pas affectées à la replantation.

De 1996 à 2005 le programme décennal prévoit que 11 800 ha seront abattus et replantés. Le 2ème plan tiendra compte des conditions au cours des années à venir. L'objectif est de ne pas faire chûter la production. Si les paysans créent eux-mêmes des plantations, on pourra accélérer les abattages et les replantations.

Si les conditions sont très bonnes, on pourra achever en 15 ans le programme d'abattage de toutes les plantations.

difficultés rive droite

Des difficultés ? Par exemple, on ne contrôle pas assez l'exploitation des plantations villageoises de la rive droite du Mékong, Chamcar Andong, Boeng Ket, anciennes plantations familiales devenues d'Etat, où les exploitants ne sont pas très compétents, obtiennent des rendements forts mais aux dépens des arbres, n'ont guère de volonté parce qu'ils ne sont pas sûrs de garder leurs droits d'exploitation. Et il y a aussi des vols, des saignées clandestines la nuit ...

Il faudrait privatiser ces plantations villageoises, les exploitants prendraient confiance, et soigneraient leur travail.

et les privatisations ?

Les résultats obtenus signifient-ils que le Cambodge peut se suffire à lui-même, n'a pas besoin d'investissements extérieurs ? Non, mais jusqu'à présent, dit M. Teng Lao, une seule compagnie étrangère, *Terres-Rouges Consultant*, française, du groupe *Rivaud*, a fait des propositions concrètes, qui n'ont pas été acceptées.

Le projet de privatiser les plantations qui appartiennent toujours à l'Etat demeure, souligne M. Teng Lao, mais il existe à ce sujet beaucoup de divergences chez les hauts responsables. Certains souhaitent des joint ventures, d'autres vendre (mais des sociétés étrangères ne peuvent pas acheter de terrain au Cambodge), d'autres voudraient louer.

Et il faudrait des textes de loi, sans quoi les étrangers n'investiraient pas.

Le souhait du second Premier ministre est que les étrangers investissent pour créer des plantations nouvelles (voir "Discours de Krek", CN n° 55). Mais où ? Comment délimiter les terrains ? A quelles autorités s'adresser ? Selon quelle formule juridique ? Pour l'instant, c'est trop compliqué. Les investisseurs étrangers doivent donc être patients, en attendant les textes et les directives. A supposer même que la création de plantations nou-

production de caoutchouc sec en 1996 (tonnes)

| plantations | plan | novem. | 11 mois | % réels | est. 96 |
|----------------|---------------|----------------|-----------------|--------------|---------------|
| Chup | 8 810 | 1 440,7 | 10 379,6 | 120,5 | 11 630 |
| Chamcar Andong | 8 000 | 800,9 | 7 336,9 | 92,0 | 8 616 |
| Memot | 5 200 | 690,7 | 5 908,9 | 113,6 | 6 833 |
| Krek | 3 600 | 339,8 | 3 304,3 | 91,7 | 4 179 |
| Boeng Kaek | 5 700 | 913,4 | 7 016,3 | 123,0 | 8 634 |
| Snoul | 2050 | 206,9 | 2 150,1 | 104,8 | 2 998 |
| IRCC | 540 | 72,0 | 536,1 | 99,2 | |
| Total | 34 000 | 4 464,7 | 36 662,5 | 107,8 | 42 890 |

surfaces exploitées en 1996 (en ha)

| plantations | plan | compag | privés | province | total |
|----------------|---------------|---------------|----------------|--------------|-----------------|
| Chup | 13 153 | 12 578 | 591 | - | 13 169 |
| Chamcar Andong | 8 793 | 6 210 | 2 573 | - | 8 783 |
| Memot | 7 039 | 6 755 | 284 | - | 7 039 |
| Krek | 4 392 | 3 621 | 416 | 265 | 4 303 |
| Boeng Kaek | 6 973 | 4 466 | 2 507 | - | 6 973 |
| Snoul | 3 372 | 3 139 | 143 | 88,7 | 3 372 |
| IRCC | 755 | 893 | - | - | 843 |
| Total | 44 471 | 37 666 | 6 516,9 | 353,9 | 44 536,8 |

HEVEACULTURE

velles, à partir de rien, puissent être rentables (voir à ce sujet la position du PDG de la société SIAT dans CN n° 58).

restructurer la filière

En fait il faut restructurer toute la filière hévéaculture, estime M. Teng Lao.

La DGPH doit changer de statut. La loi sur le statut des entreprises publiques est adoptée mais non le sous-décret d'application.

La DGPH devrait devenir une Compagnie Générale, avec un statut juridique fiable, un conseil d'administration, et devrait pouvoir gérer l'exploitation des plantations existantes, élaborer, coordonner et réaliser le plan de développement. En particulier le développement des plantations villageoises. Mais il faut, pour obtenir des crédits des organismes internationaux un cadre juridique fiable.

Une difficulté : dans la loi sur les entreprises publiques, il est prévu que le Conseil d'administration aura 7 membres. Comme il doit compter un représentant des ministères des Finances, de l'Agriculture, le directeur général de la future Compagnie générale du caoutchouc, le président du Conseil d'administration, les directeurs des 6 plantations d'Etat ne pourront pas être tous représentés ... On cherche donc une formule, des procédures qui ne soient pas trop rigides ...

Actuellement les directeurs des plantations sont nommés par le gouvernement, par sous-décret. Les vice-directeurs et les chefs comptables par le ministère de l'Agriculture. Les critères ne sont pas politiques. En fait, dans les plantations d'Etat on a conservé les anciens directeurs.

défense de la gestion

On fait au ministère de l'Agriculture et à la DGPH, qui ont depuis le 29 avril 1994 le droit de

gérer la vente et la recette du caoutchouc, le reproche de ne pas rapporter d'argent à l'Etat. Il n'y a pas de ligne correspondant au caoutchouc dans le chapitre recettes du budget. Le ministre des Finances lui-même a évoqué le sujet.

Mais les compagnies en charge des plantations paient les taxes selon les lois en vigueur : taxe sur le chiffre d'affaires, sur les bénéfices, sur l'exploitation (quelques compagnies seulement, qui ven-dent leurs produits aux conditions "ex-magasins"), et les taxes d'exportation.

Les taxes sur le ca, 2 % mensuels, et sur les bénéfices (forfait 2 %) sont versées chaque mois au service des impôts du ministère des Finances. La taxe à l'exportation de 10 % sur la valeur est l'affaire du ministère des Finances, non celle de la DGPH. "Ce sont ces taxes qui constituent les recettes de l'Etat. Je ne comprends pas pourquoi le budget ne prend pas en compte ces recettes", dit M. Teng Lao.

Il faut tenir compte du fait que les compagnies maintenant

- font face aux dépenses de fonctionnement courantes : salaires, achat des intrants, etc ...

- réinvestissent les recettes dans l'entretien des plantations, dans les constructions sociales pour les ouvriers (approvisionnement en eau, en électricité des villages, écoles, achat des moyens de transport, ...), dans les constructions industrielles, et enfin dans les replantations;

- paient les taxes selon les lois et contribuent ainsi beaucoup aux recettes de l'Etat.

En plus des taxes, il faut considérer que les reconstitutions de plantations, les modernisations, les usines (après celles de

Chup, de Krek, celle de Snoul en construction, l'usine de Boeng Ket va être reconstruite), et les replantations, tout cela constitue une augmentation des actifs, qui restent des biens de l'Etat, et devraient être considérés comme des revenus

l'IRCC : bientôt

On est en train de faire les statuts de l'Institut de Recherche du Caoutchouc Cambodgien. Ce sera un établissement public à autonomie financière et administrative.

En plus des travaux de recherche, il aura à contrôler la qualité, à certifier le caoutchouc cambodgien. Les travaux de rénovation des locaux ont été terminés fin 1996. Tous les équipements reçus de la France sont en place. Il manque leur installation, et la formation. Bien que la coopération française ait cessé avec la fin de l'accord cadre fin décembre 1996, au début du second semestre l'IRCC devrait être actif.

Il restera à faire reconnaître l'IRCC et son laboratoire par l'IRRDB (International Rubber Research and Development Board), ce qui permettra de vendre le caoutchouc plus cher sur le marché international (actuellement environ 1000 dollars la tonne).

Dans certaines plantations, Chup, Chamcar Andong et Memot, les laboratoires de contrôle ont été rénovés et complétés. Des laboratoires sont en construction à Krek et Snoul.

*កន្លែងដែលព័ត៌មាន
សាធារណៈ និង
ឯកជន ត្រូវបាន
ចែករំលែក*

déceptions

Les sociétés françaises qui depuis des années proposaient d'investir dans l'hévéaculture cambodgienne se désengagent : Terres-Rouges Consultant, SIPH, MARDEC (Safic-Alcan). La société belge SIAT a mis ses projets cambodgiens en sommeil.

La privatisation des plantations avait été officiellement décidée en janvier 1994, pour mettre fin à 20 années d'abandon et une gestion catastrophique.

Mais la politique du gouvernement en matière d'hévéaculture est restée des plus confuses. Il y a blocage. Des intérêts empêchent cette privatisation. Malgré la Convention signée avec la France en juillet 1995, après mille attermoissements, palinodies, ajournements, rapports ignorés, malgré les efforts patients et coûteux consentis pendant des années par la France et par les sociétés candidates à l'investissement, la partie cambodgienne n'a jamais vraiment fait d'efforts pour aboutir à un accord.

Une prolongation de l'aide française aurait probablement été envisageable si les termes de la Convention avaient été respectés.

Pendant ce temps, les efforts propres des plantations ont sans doute été sous-estimés. Il y a des progrès et des résultats, comme l'indiquent l'entretien et les chiffres ci-contre. C'est sans doute pourquoi, en juin 1996, le second Premier ministre a clairement écarté les étrangers des plantations existantes : le Cambodge peut se débrouiller seul.

Reste que la gestion de la filière est faite sans aucune transparence. Les recettes suivent des itinéraires anormaux. Quelle est la répartition des 40 millions de dollars (au moins) produits par les ventes de caoutchouc ? L'Etat reçoit-il sa juste part des recettes ? N'y a-t-il pas un scandale du caoutchouc au niveau des finances, comme il y a un scandale du bois ?

hévéaculture : plantations de 1960 à 1996 (ha)

| | 1960-89 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1961-96 | s'ajoutent |
|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|------------------|---------------|
| Chup | 3 837,7 | 1344,4 | 365,8 | - | 187,5 | 100,0 | 75,0 | 326,9 | 6 237,4 | pour 1996 |
| Krek | - | - | 100,0 | 96,0 | 36,0 | 116,0 | 373,0 | 303,2 | 1 024,2 | 43 ha de |
| Memot | 640,5 | 50,0 | - | - | 42,4 | - | - | 202,2 | 935,2 | semences |
| Snoul | - | - | - | 30,0 | - | - | 52,0 | 54,7 | 136,7 | dont 20 |
| Chamkar Andong | 500 | 787,6 | 418,3 | 276,9 | - | - | 50,0 | 125,9 | 2 158,9 | à Chup et |
| Boeng Ket | - | - | - | 50,0 | 50,0 | 60,0 | 64,2 | 85,0 | 309,2 | 62 ha de |
| IRCC | - | - | - | - | - | - | - | - | - | pépinières |
| Sihanoukville | 45,0 | 30,0 | 30,0 | - | - | - | - | - | 105,0 | dont 30 à |
| Koh Kong | - | - | - | - | - | - | - | - | 7,5 | Chamcar |
| Memot | - | - | - | 38,0 | - | - | - | 329,9 | 397,4 | Andong |
| Punkea Krek | - | - | - | 36,0 | 24,3 | - | - | - | 100,3 | |
| Tapao | - | 538,0 | 373,9 | - | - | - | - | - | 1 158,1 | (statistiques |
| Total | 5 561,28 | 2 585,96 | 1 237,41 | 526,95 | 340,25 | 276,00 | 614,25 | 1 428,11 | 12 570,21 | DGPH) |

Livres Livres Livres

"Les grands pionniers du Mékong"

Dès 1866 la mission Doudard de Lagrée-Francis Garnier avait clairement montré que le Mékong ne pouvait être une voie d'accès aux provinces de la Chine méridionale : Yunnan, Si Tchuang. En amont de Kratie, à 545 km de la mer commencent les rapides : Sambor, Preatapang, les Kemarat, et surtout les rapides de Khône, au nord de l'actuelle frontière entre le Cambodge et le Laos, dont les "courants de foudre" sur 12 km sont infranchissables par des navires à vapeur. Pourtant, sous la pression d'intérêts politiques, commerciaux, religieux, patriotiques, par concurrence avec l'Angleterre qui tentait d'ouvrir à partir de la Birmanie une liaison vers Kunming, aussi pour stopper l'avancée du Siam en établissant des "comptoirs" le long du fleuve, on s'est longtemps acharné à forcer le passage. Expéditions fluviales qui prenaient tous les risques, bateaux transportés entiers ou en morceaux par des pistes et remontés en amont des obstacles, et même chemin de fer de plusieurs km. avec un pont, sur l'île de Khône au milieu du

fleuve ... tout a été tenté.

Quelles dépenses d'énergies, de finances, que de manoeuvres ! En 1885 le "torpilleur 44" franchissait les Preatapang, exploit bien oublié - comme on a oublié qu'à cette époque, il y a 110 ans, les *Messageries Fluviales de Cochinchine* assuraient 3 liaisons hebdomadaires Saïgon-Phnom Penh, et pendant les hautes eaux desservaient Battambang, drainant vers Saïgon le commerce du Siam ...

Du Mékong, les espoirs se sont reportés sur le Fleuve Rouge. Puis on s'est acharné à réaliser la fameuse voie ferrée du Yunnan. Puis on a construit des routes... Cet excellent ouvrage couvre les 50 ans, particulièrement animés, 1884-1935. Mais l'histoire des liaisons entre la péninsule indochinoise et la Chine est loin d'être terminée !

Sur le même sujet : J.P. Gomane : "L'Exploration du Mékong", (L'Harmattan, 1994); "Voyage d'Exploration en Indochine de Francis Garnier (La Découverte 1985).

"Les grands Pionniers du Mékong" par L. Lacroze, cartes, photos. 188 p., L'Harmattan, 1996.

A PROPOS ...

(suite de la page 4)

annuelle, à Marrakech les 17 et 18 décembre, a décidé que les pays francophones élargiraient pour la première fois, pour 4 ans, un Secrétariat général de la Francophonie.

La France apportera une contribution de 75 millions de FF (environ 14,5 mio de dollars), dont la moitié destinée à construire le Centre de conférences international. Le Canada contribuera pour 4 millions de dollars. Autres contributeurs : le Québec, le Luxembourg, la Communauté francophone de Belgique, la Suisse, Monaco, des institutions francophones : ACCT, Aupelf-Uref, AIPLF, le FFA ... On compte environ 250 millions de francophones dans le monde. (d'après Universités).

opérationnels

Perfectionner les Cambodgiens de niveau bac+2 et plus pour les rendre "opérationnels" en entreprise, c'est l'objectif de l'IBTC, fondé en août 1996. L'International Business Center propose des stages en groupes restreints, animés par des professionnels, qui transmettent leur savoir pratique. Domaines, répartis en "modules" : courrier, classement, tableau de bord, gestion du personnel etc...

Durée de la formation : 20 à 80 heures. Coût de cet enseignement de haut niveau : 8\$ / heure.

APSARA

Confirmant ses déclarations antérieures (CN n° 62, voir aussi Ros Borath, directeur d'APSARA, n° 48), le ministre d'Etat et vice-Président d'APSARA Vann Molyvann a fait prévaloir ses vues lors de la réunion du Comité de Coordination pour la Sauvegarde et le Développement d'Angkor, coprésidée par la France et le Japon : aucune société n'aura le monopole des 560 ha de la zone hôtelière, ce qui exclut le projet "global", visant aussi l'exploitation de la zone archéologique, de la société malai-sienne YTL. "APSARA doit rester maître d'oeuvre. Nous souhaitons le plus de partenaires possible. YTL est la bienvenue si elle consent à cette approche. Nous avons de bien meilleures offres que celle d'YTL".

Quant à un Son et Lumière, "il n'existe encore aucun projet concret, ni de YTL ni de personne, nous dit un responsable. S'il est exclu d'en organiser un à Angkor Vat, on peut imaginer des spectacles nocturnes ailleurs dans la zone des temples".

Bientôt un numéro spécial *Siem Reap-Angkor* dans *Cambodge Nouveau*.

La Rotonde

Direction Française

379, Quai Sisowath face au Tonlé Sap
près du Palais Royal

Restaurant Panoramique

au 1^{er} étage

Ouvert de 11h30-14h00 ~ 18h00-22h30

Cuisine fine française, viandes grillées,
Spécialités thaïlandaises

Glacier ~ Crêperie

au rez-de-chaussée

Ouvert de 10h00 à 1h00 du matin

* Grande variété de Glaces maison
conçues par un maître glacier

* Carte de Crêpes salées et sucrées

* TROPICO ; quant c'est trop c'est...

(Fun Tea pêche ou citron, Rio, Choc Menthe
et nouveauté Choky chaud)

Petites Annonces

Immobilier

Bureau à louer / Office for rent

n° 394, Sihanouk street,

350 m² par étage

2ème étage : 2000 \$/mois

3ème étage : 1500 \$/mois

Bureau à vendre / Building for sale

n° 13 - 15, rue 88

dimensions : 20m x 18 m par étage
six étages

prix demandé : USD 400 000

Pour plus de renseignements,
contacter svp

Canada Bank Ltd

n° 263 rue An Duong Phnom Penh

M. Bun Khim
tel (855-23) 724672 - 426-046

A vendre :

Hôtel 5 niveaux

surface utilisable : 4 500 m² environ
situation exceptionnelle sur le fleuve,
près du Palais Royal

Pour tous renseignements contacter
tel 018 810 345

Bureaux à louer :

Centre d'Affaires

149-151 rue 110

Pour tous renseignements contacter
tel 018 810 345

le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement
!

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
Politique, Economie, Finances

Directeur de la publication : Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Soy Sothy
Mise en page : Pen Mary
Cartographie : Paragraphe
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh
est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande